

La fourniture de services de placement peut être exercée à titre lucratif. Les entreprises de travail temporaire peuvent fournir des services de placement au sens du présent article.

L. 5321-2

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Aucun service de placement ne peut être refusé à une personne à la recherche d'un emploi ou à un employeur fondé sur l'un des motifs de discrimination énumérés à l'article **L. 1132-1**. Aucune offre d'emploi ne peut comporter de référence à l'une des caractéristiques mentionnées à cet article.

L. 5321-3

Ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 - art. 15

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Aucune rétribution, directe ou indirecte, ne peut être exigée des personnes à la recherche d'un emploi en contrepartie de la fourniture de services de placement, sous réserve des dispositions :

1° De l'article **L. 7121-9**, relatives aux conditions de placement, à titre onéreux, des artistes du spectacle ;

2° De l'article **L. 222-6 du code du sport**, relatives aux conditions d'exercice de l'activité d'agent sportif.

Chapitre II : Rôle des collectivités territoriales.

L. 5322-1

LOI n°2008-126 du 13 février 2008 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les localités où il n'existe pas de bureau de l'institution mentionnée à l'article **L. 5312-1** ou de bureau des organismes ayant conclu une convention avec l'institution mentionnée à l'article **L. 5312-1** en application des dispositions de l'article **L. 5312-3**, les maires sont chargés de recevoir et de consigner les déclarations